



le monde libertaire

hebdomadaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

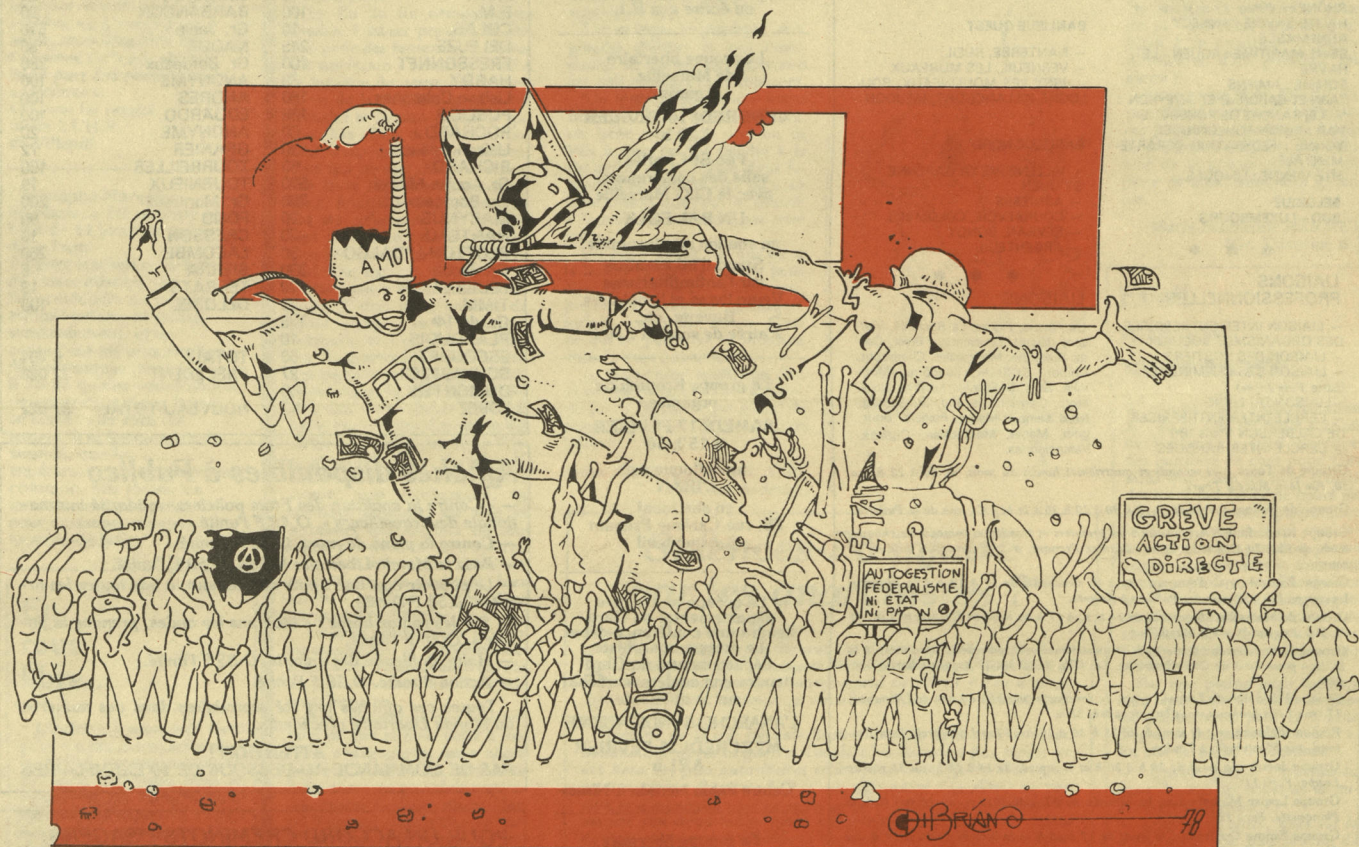
N° 301 JEUDI 15 FÉVRIER 1979 4 F

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

Chômage, licenciements, répression...

LÉGITIME VIOLENCE OUVRIÈRE



Editorial

Violence marginale ou radicalisation des luttes

La presse assujettie a coutume de dénoncer violemment les actions qui sortent du cadre de la légalité. Tant que cette violence n'existait que par le fait de quelques groupes « autonomes » plus ou moins manipulés, elle avait beau jeu d'assimiler toute action violente à mobile politique à un crime de droit commun. Mais depuis peu, avec l'aggravation des menaces qui pèsent sur l'emploi dans la sidérurgie et dans de nombreux autres secteurs industriels, des luttes se développent et, pour répondre aux violences policières, aboutissent à une violence collective qui prend l'allure d'une émeute.

A St-Chamond, le 22 décembre, ce sont 3 000 travailleurs qui prennent d'assaut l'usine dont ils avaient été chassés le matin même et qui en expulsent les vigiles patronaux et leurs chiens. A Longuy, le 30 janvier, une manifestation de protestation contre l'intervention policière pour délivrer des cadres sequestrés dans une entreprise, se termine par l'attaque en règle du commissariat de police. A Nantes, le 8 février, une manifestation de 15 000 personnes contre le chômage se termine par l'attaque de la Préfecture ; des ouvriers cassent les parcs-mètres à coups de masse pour alimenter leur caisse de grève...

La tentation est grande, chez les politiciens de tous bords, de dénoncer dans ces actions l'infiltration de groupes extré-

rieurs à la manifestation, et tout particulièrement de groupes anarchistes venus de Paris, comme certains l'ont écrit lors de l'affaire de Longuy. Mais de plus en plus les responsables syndicaux hésitent à dénoncer ce qui apparaît comme le fruit du blocage de la situation sociale, comme une réelle exaspération des travailleurs. A Nantes, par exemple, la CGT et la CFDT ont déclaré assumer la responsabilité de la manifestation. A Longuy même, alors que la CGT dénonçait l'action de « groupes incontrôlés », la CFDT accordait une certaine légitimité à la riposte violente.

Pendant que des centaines d'ouvriers assiégeaient le commissariat de Longuy, une quinzaine de militants du PCF, dont les députés locaux ceints de leur écharpe tricolore, déversaient sur une voie ferrée 1 500 tonnes de minéral de fer en provenance de Mauritanie. Il s'agissait là bien entendu d'une action « responsable ». On voit comment le nationalisme le plus étroit, se manifestant par des actions ultra-groupusculaires, peut détourner l'attention du développement d'une véritable violence ouvrière de masse.

Autant les anarchistes rejettent la pratique avant-gardiste de groupuscules militarisés qui allient le pillage des vitrines de luxe au sabotage des manifestations de toutes sortes, autant ils se reconnaissent dans cette violence de masse qui est la seule riposte possible aux violences policières et à l'agression permanente de l'Etat et du patronat contre les travailleurs.

Certains commencent à sentir une vague odeur de « mai 68 ». On n'en est sans doute pas encore là. Mais il est un fait, important parmi tous les autres, c'est que la radicalisation des luttes ouvrières tend à s'imposer dans de nombreux conflits. Et c'est peut-être le prélude à un renouveau de l'action directe, à partir du moment où le parlementarisme et la concertation patronat-syndicats se révèlent inefficaces pour apporter des solutions satisfaisantes à l'accroissement du chômage.

Jeudi 1^{er} mars

Supplément 4 pages

**DOSSIER
P. KROPOTKINE**

Prix inchangé : 4 F

FOP. 2520

en bref... en bref...

Le syndicat de l'enseignement de la CNT organise une réunion-débat sur le thème : « anarcho-syndicalisme et éducation », samedi 24 février 1979 à 16 h 30 au 99 rue Jean-Pierre Timbaud, Paris 11^e

Gérard Roussel, éducateur, qui non seulement ne nie pas en rougissant l'étiquette de pédophile, mais l'assume pleinement, passe en procès le 23 mars, après plus d'un an de détention préventive, dont une partie en hôpital psychiatrique. La justice essaie de remplir un dossier désespérément vide par une accusation de « violences à enfants », accusation démentie par l'absence de toute plainte de la part des parents des « victimes ». On peut lui rendre visite à l'H.P. de Villejuif.

Christophe Marquis, insoumis, a été réformé au bout de 61 jours de grève de la faim. Il désire intensifier la lutte de l'insoumission par l'intermédiaire de tous les antimilitaristes organisés syndicalement, et en contactant les organisations démocratiques locales. Il désire qu'une coordination, ne serait-ce que par lettre, se fasse entre tous les insoumis et les comités de soutien, que les expériences soient mises en commun, que toutes les forces soient comptées pour envisager d'autres moyens de lutte.

En roue libre...

L'autre soir mon pote Roro qu'est un peu extra-lucide avait invité Jésus devant sa télé. Effaré qu'il fut, l'ami Jésus en découvrant les manifestations violentes qui explosent un peu partout dans le monde. Il est plutôt accablé en découvrant un documentaire insoutenable sur les conditions de travail des mineurs. Pourquoi toute cette souffrance ? Pourquoi le travail inhumain ? Il interroge son hôte. Roro s'étonne bien sûr et lui demande pourquoi alors il a écrit dans son petit livre : « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front ! » — Mais c'était une plaisanterie, répond Jésus, jamais je n'aurais pensé qu'on prendrait cela au sérieux.

Il insiste pour voir un autre spectacle. Sur la seconde chaîne sont filmés à Rome, le Pape, les cardinaux et les évêques en grande pompe. Jésus s'étonne : — « Qui sont donc tous ces hommes aux vêtements chamarrés et à la démarche majestueuse ? — Ce sont ceux, réplique Roro, qui ne manquent pas d'air, qui ont compris que tu plaisantais...

Jésus s'est barré le lendemain, il pleuvait sur la Normandie. — « Encore un drogué ce Jésus, m'a dit Roro qui s'est vite envolé vers le soleil...

Ingrid - FA St-Lô

UN BAHUT STYLE EMPIRE

AVEC toutes les réformes édictées par les ministres qui se sont succédés depuis plus de 10 ans à la tête de l'Education Nationale, on aurait pu croire que la pédagogie de Jules Ferry était enterrée à tout jamais. Des tombereaux de textes truffés de termes technocratiques ont répandu et répandent encore les directives ministérielles.

L'école, au sens large, est à l'image de la société dans laquelle elle baigne. En effet, le pédagogue, ayant sur la gorge le couteau bien effilé de l'administration, ne peut ou ne veut sortir du cadre référencié dans lequel il se meut. L'enseignant libéral avancé donne l'illusion de la liberté à l'enseignant et ce dans le but pestilentiel de mieux le manipuler.

Le fin du fin démocratique consiste à laisser prendre les vessies pour des lanternes. Le peuple souverain s'éclairait ainsi à la lumière douteuse des vessies, et ce de la manière la plus volontaire et la plus unanime qui soit. Les effets de police se faisant d'eux-mêmes : le malheureux qui persiste dans la recherche de sa lanterne se voit désavoué, houspillé, trahi, meurtri, par ses congénères qui le mettent ipso facto en quarantaine avec l'étiquette marginal, a-normal, fou, etc.

Dans notre régime démocratique, il doit donc en être de l'école comme il en est de ce qui l'entoure, et c'est dans ce sens que les gouvernants accentuent leur pression pour conserver l'alibi politique du bloc occidental. Bien sûr, leur tâche n'est pas facile car certains fonctionnaires continuent à agir comme ils l'ont toujours fait, d'une manière directe et ouvertement autoritaire, sans s'embarrasser du moindre scrupule. Ce sont les imbéciles qui risquent de tout foutre par terre car ils n'ont rien compris. Grâce à eux l'idéal démocratique, en insistant bien sur le « cratique », n'est donc pas près d'être atteint...

Le Sylla informatique est momentanément et partiellement évité mais nous nous trouvons toujours en face du charybde réactionnaire.

Pour illustrer ce que nous venons de dire et pour obéir à une règle pédagogique, nous allons partir d'un vécu. Ce vécu nous a été transmis par trois copains anarchistes du lycée mixte Marcel Gimond d'Aubenas en Ardèche. Depuis la rentrée, le proviseur, se croyant sans doute sous Napoléon III, a renvoyé plusieurs élèves pour des motifs futiles ou spécieux et de sa seule autorité. Les sanctions les plus injustifiées pleuvent comme vache qui pisse.

De plus, aux internes garçons qui bénéficiaient de locaux minables, on avait promis des boîtes de quatre lits, des douches, des salles d'étude et même la rénovation du mobilier. Cinq mois après rien n'a été fait : les douches sont inexistantes, les WC datent de Vercingétorix, et dans chaque dortoir s'entassent 40 élèves et un nombre non encore recensé de punaises! En outre, comme un poste de surveillance a été supprimé, les sorties en liberté surveillée sont de plus en plus rares.

Les internes filles ont, quant à elles, des locaux décents. Mais comme on ne peut pas tout avoir, ce serait trop beau, elles ont sur les reins une discipline monastique. D'après ce que nous avons pu en apprendre, la surveillante générale serait un croisement de maton et de mère supérieure. Les sorties sont limitées : quatre par mois. Pour finir, les heures de colle sont systématiquement doublées à la moindre incartade.

Tout individu sain de corps et d'esprit et même malade ne peut que se révolter devant tant d'arbitraire et d'autoritarisme. Le 2 février, près de 1 000 lycéens se mettent en grève. Bien sûr, l'administration considère avoir affaire à des « rigolos » et refuse tout dialogue avec une délégation de plus de 3 élèves.

Les lycéens, quant à eux, se sont rapidement organisés et d'une manière qui démontre dans les faits qu'ils ne sont pas les rigolos que l'on prétend. En effet, aucune des habituelles organisations gauchisardes, spécialistes de la récupération et de la démobilisation, n'a encore pointé son nez. Et même les petits frères de l'UNCAL sont absents du bahut. Toutes les décisions sont donc prises exclusivement en AG.

Les lycéens demandent aux parents d'élèves et aux enseignants de les soutenir. Certains ont déjà répondu favorablement.

Un lycée n'est pas une entité flottant dans l'éther ambiant, un lycée est lié de près ou de loin à tout ce qui touche à la vie active de la région dans laquelle il est installé. Et c'est pour cette raison que tout le monde à Aubenas est concerné par cette grève.

Un lycée bidon (ce qui est à la limite du pléonasme) ne peut être qu'un élément d'une conjoncture économique, politique, sociale, culturelle bidon. C'est ce qui se passe en ce moment dans le pays aubenasien.

La population ardèche doit se persuader que si elle veut sortir de la merde, c'est à elle de réagir et d'agir. Et à personne d'autre...

Gilles GLEIZAL-Bernard APPY (Liaison Ardèche)

Sciences-Po infiltré par les anarchistes ?

Qui ne connaît pas Sciences-Po, l'école traditionnelle de la bourgeoisie qui se veut si libérale, mais aussi haut lieu de la technocratie de gauche, marche-pied de l'ENA ? Peu d'écoles supérieures sont à ce point au service de l'Etat et du pouvoir politique.

Héritière de la très cléricale Ecole Libre des Sciences Politiques, nationalisée après la guerre, l'école n'en demeure pas moins un des lieux les plus autoritaires et les plus censurés de l'enseignement supérieur français. TOUT est réglementé : les droits de réunion et d'expression sont embryonnaires, l'affichage est « librement » mesuré (un demi mètre-carré par groupe), et l'existence même de tout groupement (politique ou non) fait l'objet d'une reconnaissance préalable de l'administration par laquelle il doit faire la preuve de sa représentativité.

Depuis quatre ans, un grain de sable fait grincer les dents... et les rouages. Sous le sigle G.E.L. (groupe Etudiant Libertaire) un certain nombre d'anarchistes, dont une partie est à la FA, des autonomes, des individus et autres libertaires ont rassemblé leurs efforts pour secouer la vieille maison. L'action du G.E.L., tout en refusant l'ambiance politicarde, a permis le développement des idées anarchistes par l'organisation de meetings sur des sujets brûlants (homosexualité, autogestion, autonomie) et par la lutte contre les fascistes qui sont bien implantés à Sciences-Po. Le G.E.L. est devenu une force avec laquelle il faut compter.

Pour contrecarrer le monopole de représentation de l'extrême-droite et des syndicats-corpo (des modérés à l'UNEF), le G.E.L. a voulu se faire entendre aux élections syndicales étudiantes qui ont eu lieu la semaine dernière. La campagne dénonçait les organes de cogestion, la médiocrité et la tristesse pédante du syndicalisme étudiant, et les restrictions des libertés à l'Institut. Ce contact et l'humour corrosif de la campagne ont emporté l'adhésion des étudiants : avec trois élus et 20% des voix, le G.E.L. est devenu la seconde force de l'Institut derrière l'UNEF!

Quelle claque pour le syndicalisme de cogestion! Le G.E.L. n'attend rien des tractations de couloir propres aux instances de représentation. L'objectif reste de mobiliser les étudiants par une pratique d'action directe à la base (A.G., mandat impératif). A Sciences-Po, le grain de sable est devenu raz-de-marée!

J.M.D. et G.M.

REGULIER ET PRATIQUE

L'ABONNEMENT

Iran

UNE RÉVOLUTION RÉTROGRADE

UNE révolution avec du sang qui coule à flux minimum et inévitable, on n'est pas contre si elle doit aboutir à une société sans dieu ni maître, à une société égalitaire basée sur le respect des différences et celui des responsabilités faisant appel aux compétences.

Mais une révolution qui, après avoir exilé un monarque, proscrit le libre-penseur Bakhtiari, va déboucher sur la prise de pouvoir d'un dictateur religieux fanatique, donc inhumain, on est tout à fait contre.

Les 10 et 11 février, la boucharie fut allégrement commandée, exécutée dans les rues de Téhéran parce que « Dieu-Allah est le Roi, Dieu-Allah est le mal-

tre », parce que, encore et surtout, Khomeiny veut régner seul, vicairer d'Allah ; ça rappelle la croisade, ça rappelle les pires massacres perpétrés par la civilisation occidentale judéo-chrétienne.

Le sabre, cette fois encore, se rallie de plus en plus au goupillon, l'armée de l'Air iranienne donnant le signal du retour de la veste et des armes pour l'exécution apparemment légitime des membres reconnus de la Savak, pour l'exécution moins légitime des membres supposés de cette police d'Etat.

Qu'espèrent donc les Iraniens, quand ils anéantissent par le feu le centre de Téhéran ? L'autonomie pour chacun, l'égalité, la liberté de pensée et d'action ? Ils risquent de bientôt déchanter! Ou veulent-ils sciemment passer de la condition d'esclaves du Shah à la condition d'esclaves d'Allah et d'un potentat religieux ?

Tant qu'un livre, fût-il le Coran, décidera pour les peuples, ces peuples ne pourront jamais se prétendre majeurs. Le charnier de la guerre civile et religieuse est aussi monstrueux qu'inutile.

Marie-Madeleine HERMET (Gr. Victorine B.)

Eveil à la vie marchande

Il y en a qui n'ont pas attendu la très officielle « année de l'enfance » pour s'occuper des bambins de chez nous! C'est ainsi que dans un livre scolaire destiné à des élèves de cours élémentaire 2^e année, plaisamment intitulé « Eveil à la vie sociale » et confectionné par cinq personnages « compétents », tous titrés puisque professeurs d'Ecole Normale ou conseillers pédagogiques, on s'est attaché à « éveiller » les chérubins de bien curieuse façon. C'est « social » en diable, jugez plutôt!

Sur une pleine page du livre sont reproduits 4 dessins et photos publicitaires pour la chaîne de grands magasins « Carrefour ». En bas de page, 3 questions :

— Quelle photo choisirais-tu pour illustrer les textes de la publicité « Carrefour » ?

— D'après la carte, quel est le « Carrefour » le plus proche de chez toi ?

— Cherche d'autres publicités pour ce magasin, et regarde ce qui ne change pas de l'une à l'autre.

Après ce premier test, l'éveil entamé chez l'enfant se devait, vous en conviendrez, d'être achevé. Sur une autre page viennent donc deux nouvelles photos des centres commerciaux de Parly 2 et Vélizy 2 avec, toujours en bas de page, une nouvelle série de questions qui feront de vos gamins de vrais petits « partenaires sociaux ». Voyez plutôt :

— Lequel de ces deux centres a le plus grand nombre de magasins, le plus grand nombre de place de parking ?

— Même une enquête sur le centre commercial le plus proche de chez toi, ou bien imagine celui que tu aimerais voir construire.

Présente par écrit « ton » centre commercial.

Il s'y sont mis à cinq pour faire ça! Et si votre enfant est l'heureux possesseur de ce livre destiné à former son esprit, ne dites rien, ce serait « politiser » l'affaire et rien n'est plus méprisable...

Hélène VARELIN



Actualité sociale

RÉFLEXIONS SUR UNE GRÈVE A LA TÉLÉVISION

POUR protester contre les licenciements massifs (un quart du personnel) de leur société de production, les salariés des trois chaînes de télévision se sont mis en grève! Une grève parmi d'autres? Une grève pas tout à fait comme les autres!

En 1968, un souffle de liberté était passé sur la télévision et, un instant, nous avons cru que c'était gagné, qu'enfin nous allions voir ce service public mis à la disposition de tous afin d'informer, d'instruire, de distraire à partir de toutes les nuances qui meublent l'esprit humain. Nous étions naïfs! Cette grève ne fit que souligner l'incompatibilité qui existe entre une société de classes et une information objective, et les dix années qui se sont écoulées ont vu le pouvoir triturer ce service afin de le rendre plus souple à ses désirs, plus rentable pour les intérêts immenses engagés autour du fromage du quai Kennedy. Ces dix années ont également été émaillées par des conflits multiples qui opposaient le personnel aux technocrates se succédant à la direction des chaînes.

Bien sûr, nous sommes au côté des travailleurs qui luttent pour défendre leur droit à l'existence et de ceux qui, par leur solidarité, ont engagé le combat à leur côté. Mais je n'étonnerais personne en soulignant que ce conflit éclaire encore un peu plus cette immense merdier qu'est devenue la télévision française, et que, comme pour la presse par exemple, les travailleurs sont à la fois les victimes et les profiteurs d'une entreprise dont le seul but est de conforter le système en place, et qu'obligatoirement leurs luttes, lorsqu'elles se limitent aux salaires et aux avantages qui peuvent être arrachés dans le cadre du système, conduisent soit au renforcement du régime donc à l'exploitation du peuple, soit à la déstabilisation de l'entreprise, c'est-à-dire à des conflits qui remettent en question leurs avantages acquis. Et on ne peut pas disjoindre la lutte des salariés contre les licenciements des structures et des services que la Télévision propose aux usagers!

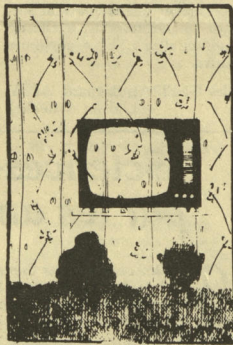
Disons tout de suite ce que ne disent pas les syndicalistes, à

quelque centrale qu'ils appartiennent, et qu'ils soient « réformistes » ou « révolutionnaires » : que la télévision, comme le cinéma, est en train de crever des salaires monstrueux et des bénéfices extravagants de vedettes, de producteurs, de hauts fonctionnaires, de toute la faune qui tourne autour des caméras. Et que ces salaires comme ces avantages de toutes sortes ne peuvent être arrachés par ces « nouveaux princes » que grâce à la bêtise de ceux qui les hissent sur leur pavois, mais aussi grâce à la faiblesse des syndicats qui se masquent les yeux pour ne rien voir et se bouchent les oreilles pour ne rien entendre. Pour notre part, la défense du service, dont les syndicats se gargarisent, nous laisse parfaitement indifférents! Ce sont seulement les hommes qui nous intéressent.

Les pouvoirs publics ont eu conscience un moment que, quel que soient les services que la télévision leur rendait, elle pourrait peut-être les recevoir à moindre prix, et ce fut l'éclatement de l'ORTF en trois chaînes. En réalité, comme pour les entre-

prises de dimension nationale, lorsque le fromage devient succulent, on s'entend pour le partager, même si la morale et le libéralisme réprouvent ces associations d'intérêt! C'est ce qui s'est produit. Et les chaînes n'ont conservé du libéralisme que juste ce qu'il fallait pour se concurrencer entre elles au niveau des programmes. Pour le reste, elles ont continué à se partager les mêmes vedettes, à faire appel aux mêmes producteurs et, pour boucher les trous, aux mêmes navets, passés et repassés jusqu'à satiété! Avec en prime un « révolutionnaire », un certain Marcel Jullian, personnage ridicule qui jouera pendant trois ans les fous du Roi avant d'être renvoyé à l'édition, son premier job, où sa prestation à la télévision ne le desservira pas.

Cette télévision-là, la meilleure du monde paraît-il, elle peut crever, la perte ne sera pas lourde! Et le public a bien ce sentiment, lui qui apprécie les « programmes minimum » où on lui repasse des vieux films qui le replongent dans sa jeunesse et le débarrassent des vedettes, des politiques et des technocrates. Pas toujours d'ailleurs, car hier encore, vendredi 9, j'ai eu droit au professeur « Machin »... oui, vous savez, cet emmerdeur qui sait tout, qui connaît tout, qui est chaque jour inévitable sur une chaîne et sur une autre, qui vous casse les pieds à propos de votre voiture, de votre cigarette ou de ce qui se passe dans votre lit!



Les travailleurs de la télévision sont en lutte pour leur droit au travail! Bravo! Leur droit au travail dans le cadre de la structure de leur société d'exploitation? Attention! Ils ne sont pas responsables de l'administration de leur industrie? Peut-être! A partir de l'instant où on justifie les hiérarchies scandaleuses de revenus, dans l'espoir d'en être un jour le bénéficiaire, il faut s'attendre à être à son tour victime de ce système. De toute manière, défendre les salariés brutalement congédiés par un haut fonctionnaire délégué par le gouvernement pour remettre de l'ordre dans une maison qui en avait peut-être besoin, ne veut pas dire qu'on approuve ou qu'on souhaite à cette télévision de se rétablir dans sa routine avec son personnel d'encadrement pléthorique et grassement rémunéré.

Il est vrai que la télévision est le reflet de la société de classes et que, comme la presse, les maisons de culture et quelques autres professions « nobles » elle est le miroir aux alouettes pour un certain nombre de jeunes intellectuels qui ont tendance à confondre leur avenir particulier avec celui de la classe salariée. J'en connais quelques-uns de bien sympathiques qui ne veulent pas se couper des travailleurs au SMIC, même lorsqu'ils ont une table au Fouquet. Dame! ce sont les nécessités de la profession... et pour un peu, ils déduiraient de leur feuille

d'impôt ces « corvées » que leur travail leur impose!

On souhaite ici une issue à ce conflit qui soit favorable au personnel et qui nous rende bien vite les têtes sympathiques de Guy Lux, de Marchais, de Mireille Mathieu, du gendarme de St-Tropez, de Rocard, et j'en passe! A la télévision comme ailleurs, il faut arrêter les licenciements, sans jamais oublier que l'arrêt des licenciements ne règlera aucun des problèmes de cette fin de siècle.

Ce conflit à la télévision est le même que celui qui secoue en ce moment la métallurgie ou d'autres professions. Le système auquel chacun s'accommodait dans l'espoir de monter à l'échelle hiérarchique, est en train de se reconstruire. Il laissera derrière lui des victimes innocentes,

d'autres qui le sont moins, même s'ils crient plus fort! Lutter pour se réinstaller dans ses petits avantages et ses espoirs de promotion à long terme, n'est pas seulement dérisoire, c'est parfaitement inutile! C'est je crois un grand écrivain, Albert Camus, qui constatait « que lorsque le maître exige de l'esclave une tâche que celui-ci refuse, il ne met pas seulement en cause l'exigence du maître, mais le maître lui-même et tout ce sur quoi est fondé sa puissance et qu'il avait accepté autrefois! »

Le tout est de savoir si, à travers les dernières exigences du maître décidé à rétablir ses affaires, le salarié conserve suffisamment de ressort pour se hisser à la hauteur de Spartacus!

Maurice JOYEUX

A travers son XXII^e congrès

NOTES SUR L'O.C.I.

Si nous considérons le mouvement révolutionnaire français dans sa globalité, c'est-à-dire en y incluant toutes ses fractions maoïstes, trotskystes ou anarchistes, nous pouvons dire que l'Organisation Communiste Internationaliste (OCI) détient une place que nous ne qualifierions pas d'originale mais plutôt de marginale. Les organisations révolutionnaires ont en effet des comportements très différents que nous pouvons expliquer essentiellement par leur nature historique.

La LCR, l'OCT et les CCA sont apparus après 1968 et n'ont pas de tradition militante et organisationnelle dans le mouvement ouvrier. Lutte Ouvrière, l'OCI et la Fédération Anarchiste sont elles bien différentes dans le sens où, et bien qu'elles n'aient pas gardé les mêmes sigles tout au long de leur histoire, ce sont des organisations qui ont une tradition et dont les orientations politiques d'aujourd'hui prennent racine dans cette tradition historique. Mais à l'intérieur de cette « tendance », il existe des organisations qui ne vivent que sur leur passé et dont l'explication des données politiques, sociales, économiques, s'arrête au « programme de transition » de Trotsky, et c'est le cas de l'OCI; et d'autres, comme nous, qui lient leur histoire et les phénomènes d'aujourd'hui dans la recherche d'une orientation politique toujours plus en prise avec la réalité des luttes de classes de notre temps. Et ce n'est vraiment pas dans cet esprit que s'est ouvert le XXII^e congrès de l'OCI.

Tout comme pour la LCR, les discussions qui précèdent le congrès national émanent du comité central, ce qui laisse planer quelques doutes quant à la soi-disant démocratie ouvrière qui règne dans ces organisations. Parlons franchement : les textes du comité central de l'OCI, tout comme la lecture d'Informations ouvrières (le journal de l'organisation), relèvent d'une analyse stéréotypée, schématisée et purement volontariste. Quand les militants de l'OCI nous déclarent à tout bout de champ « Les masses veulent ceci... les masses veulent cela... », ils prennent leurs désirs pour des réalités; pire, ils recrutent par l'intoxication et ce n'est pas un hasard si ceux qui sont passés par l'OCI et qui en sont sortis, sont devenus aujourd'hui des personnes complètement déprimées et démoralisées par une organisation qui ne cherchait à en faire que des robots, des professionnels de la révolution, complètement démunis d'un tant soi peu de sens critique.

Pour l'OCI, l'heure de la crise révolutionnaire approche; il faut s'y préparer. C'est en effet la conclusion d'une longue analyse politique sur la situation internationale et française actuelle. Logique léniniste oblige, il faut un parti révolutionnaire. L'OCI compte aujourd'hui 5 000 militants, il lui en faut 5 000 de plus, barre numérique à laquelle le comité central estime que l'OCI sera devenue un véritable parti révolutionnaire. Qu'on nous excuse cette explication par trop schématisée, mais nous ne faisons que reproduire exactement les déclarations de l'OCI (question : quand l'OCI aura 9 999 militants, sera-t-elle devenue un parti révolutionnaire ?)

Ce genre d'affirmation ne saurait donc cacher ce qu'il y a véritablement derrière la ligne politique de l'OCI :

— Un volontarisme qui à lui seul fait l'histoire.

— Un refus quasi mythique de caractériser la situation actuelle autrement que par le « programme de transition », de peur de s'aventurer dans la recherche d'une nouvelle ligne qui pourrait s'écarter de l'orthodoxie trotskiste.

C'est ce qui explique que l'OCI, depuis qu'elle existe, nous baratine toujours le même refrain : les masses veulent un « gouvernement PC-PS sans ministres bourgeois », il faut préparer la manifestation devant l'Assemblée Nationale. 11 ans que ça dure la préparation de cette manifestation! Déjà, quand les étudiants parisiens élevaient des barricades, la FER (annexe de l'OCI) appelait au calme et à la manifestation devant l'Assemblée, et c'est justement dans ces moments de « crise révolutionnaire » que l'OCI ramassa ses plus belles claques politiques.

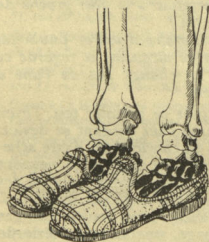
Ce congrès n'aura donc fait que confirmer ce que nous savions déjà. Les larges masses sont avec l'OCI, c'est le parti des travailleurs, oui nous voulons un gouvernement PC-PS : c'est sans doute pour cela que l'OCI, en dépit de ses affirmations triomphalistes et sectaires, prétend et ne fera rien d'autre si elle ne se décide pas un jour ou l'autre d'abandonner ses positions quelque peu en deçà des réalités que nous, les travailleurs, les larges masses comme ils disent, vivons quotidiennement.

Pierre BIGORNE

Une nouvelle menace

AINSI, l'agression nucléaire continue de plus belle. Monsieur Boiteux, P.-D.G. d'EDF vient de révéler que les régions qui refusent le nucléaire verront leurs redevances EDF augmenter! Et la région principalement visée est bien sûr l'Ouest.

Ainsi les truands qui dirigent EDF auront tout essayé pour implanter leurs usines de mort!!



On a envoyé les flies contre les paysans du Pellerin, près de Nantes, on a profité de la panne (?) du 19 décembre pour essayer de faire passer la pilule et aujourd'hui on déclare que, puisqu'on refuse le nucléaire, il faudra payer ce refus.

M. Boiteux fait preuve d'un odieux chantage, mais quoi d'étonnant à cela, qui ne publiquement l'idée de démocratie que pouvait encore se faire de la France certaines personnes mal averties.

Tous les moyens auront donc été essayés pour nous balancer l'électro-nucléaire. L'Ouest bouge trop sur le nucléaire. Il faut mater ces milliers d'écologistes qui descendent dans les rues de Nantes ou de Flaman-

ville, ces actions directes menées par les paysans du Pellerin et de Plogoff, alors en attendant d'envoyer une bonne fois pour toutes les chiens cassés contre les populations locales, on teste les réactions par des actions du genre panne ou hausse des tarifs.

Outre que Boiteux et l'Etat exercent là un odieux chantage, ils favorisent un dangereux climat entre anti-nucléaires et pro-nucléaires qui devront, comme les autres, payer cette hausse de tarifs, à moins que les fichiers des Renseignements Généraux aidant, on ne pénalise que les anti-nucléaires!

Néanmoins, comme nous avons réagi contre tous les procédés employés par EDF, nous réagirons contre celui-ci s'il devait se concrétiser. Nous, militants anarchistes et écologistes, nous ne débourserez pas un centime de plus pour financer ce soi-disant service public. Et nous nous arrangerons pour que ce refus soit généralisé parmi toutes les populations des régions concernées par ce projet arbitraire.

Nous répondrons au coup par coup à l'offensive généralisée des technocrates d'EDF contre l'Ouest. Vos hausses de tarifs trouveront des portefeuilles fermés, malgré les sautes sur le salaire, vos pannes truquées ne tromperont personne et vos flies trouveront en face d'eux des gens décidés à ne pas voir leur vie devenir la propriété de l'Etat technocratique et policier.

Gr. Elisée Reclus
Angers



INFORMATIONS INTERNATIONALES

Le Portugal aujourd'hui

LE MOUVEMENT LIBERTAIRE

Les anarchistes, au Portugal, sont presque totalement étrangers aux mouvements et aux actions des exploités et des opprimés, quoique la situation ait visiblement changé à la suite de conditions politiques et sociales particulières et du développement d'une pratique libertaire en divers domaines.

En 1974, nous pensions qu'il serait facile de mettre en lumière les idées anarchistes. Il nous était facile d'imaginer qu'en peu de mois surgiraient des campagnes, des villes, des usines, de nombreux sympathisants qui, rapidement, fourniraient des groupes d'action anarcho-syndicalistes, rêvant de ressusciter l'ancienne CGT dans toute sa force et toute sa grandeur.

Mais c'était une douche froide qui attendait les militants les plus engagés. La propagande apparut tardivement et sous une forme qui laissait à désirer. Sa receptivité fut de faible incidence, ce qui montra bien évidemment que les idées libertaires étaient déjà assez éloignées des travailleurs. La CGT avait disparu irrémédiablement, et un petit nombre à peine d'anarchistes y avait milité subsistaient, la plus grande partie ayant été réduite à l'inaction. On essaya de lier la propagande et l'action libertaires. Cependant, les efforts furent en partie vains car tout était à faire. Les idées étaient oubliées, la propagande inexistante, les militants rares et avec une capacité d'intervention minime. Il ne suffisait pas de réapparaître et de dire qui nous étions, cette image étant quasiment éteinte. Il était nécessaire de tout recommencer.

Une propagande très réduite fut faite, recueillant proportionnellement ses fruits. On peut alors constater l'apparition de quelques jeunes dans les peu de centres de propagande existants. C'était un erreur, d'une certaine manière, de penser que l'action anarchiste pourrait surgir d'un quelconque siège ou centre de relations. Ainsi se constitua un MLP (Mouvement Libertaire Portugais) dont seule la commission de relations fonctionna pratiquement, alors que les groupes étaient inexistantes. Plusieurs tentatives eurent successivement lieu pour constituer une organisation libertaire, oubliant l'inexistence d'un mouvement autour des idées et de la pratique libertaires. Il y avait des noyaux et des individus, c'est certain. Mais au lieu de tenter de faire une propagande cohérente liée à diverses luttes, on forgeait ou on voulait forger constamment des « organisations », sur du vide, et qui se traduisaient dans la pratique par de retentissants échecs.

Dans cette ligne apparurent après le MLP, la FAL (Fédération Anarchiste de Lisbonne), dans une certaine mesure l'AGAA (Association des Groupes Autonomes Anarchistes) - dans une certaine mesure car l'AGAA rassemblait déjà plusieurs groupes et visait des aspects pratiques de propagande et de divulgation d'idées, malgré un nombre de militants réduit - et postérieurement l'ALAS (Association Libertaire Anarcho-Syndicaliste) et la FARP (Fédération Anarchiste Régionale Portugaise). L'ALAS, autour du journal *A Batalha*, avait pour projet de lancer une structure mi-syndicale, mi-anarchiste, à partir d'un centre, Lisbonne. Mais le plus souvent, elle négligeait de coordonner les initiatives concrètes. La FARP, fédérée à la FAI (Fédération Anarchiste Ibérique) se disait spécifiquement anarchiste, avec, elle aussi, un petit nombre d'adhérents.

Aujourd'hui la situation est différente. La propagande libertaire et l'action pratique de quelques anarchistes commencent à avoir déjà un certain poids. La situation politique et sociale devient agitée, et le projet libertaire apparaît de fait comme une alternative. Ce qui présuppose qu'il est nécessaire d'envisager fermement, quant aux questions de fonds, et sans commettre de nouveau les erreurs passées, une action conjointe de tous les anarchistes portugais et de se rassembler sur des bases de travail.

Au niveau de la propagande, depuis un meeting à Almada, en mai 1974, l'évolution a été énorme. Se succédèrent le meeting du 19 juillet 1974 à Lisbonne, puis la manifestation du 3 mars 1975, en solidarité avec les travailleurs espagnols, puis une autre le 19 juillet 1975, sans oublier le meeting de Beja et les innombrables sessions d'éclaircissement, colloques, débats, etc. Ensuite, il y eut en janvier 1977 un meeting à Lisbonne, la manifestation de solidarité avec les compagnons prisonniers à Barcelone en février, le 1^{er} Mai libertaire et plusieurs campagnes de propagande. Plus récemment, après les 1^{er} et 2^e conférences libertaires, en juillet 78, a eu lieu la semaine de présence libertaire avec la participation de compagnons d'Espagne, d'Italie, de France, de Finlande et d'Angleterre.

Comme on le voit, la capacité d'action et la propagande se sont développées. Le champ libertaire est une réalité au Portugal et compte à son actif assez de preuves d'existence, le rôle des journées libertaires fut de le manifester. Le 7 décembre 1978 a eu lieu à Lisbonne une réunion où étaient présents plusieurs compagnons, et qui avait pour but de voir les moyens d'élargir la sphère d'action libertaire. Il y eut comme propositions le lancement d'une initiative CNT, la création d'une organisation nationale basée sur les fédérations locales, fédérations de quartiers, etc., la création d'Associations d'Etudes Syndicales (non spécifiquement anarcho-syndicalistes), par branches d'activité ou par entreprises.

D'après *Informações e Contactos*

* Ce texte a été écrit par une commission pour servir de base à la réunion qui a eu lieu le 27 janvier à Lisbonne sur le thème « développement de l'action anarcho-syndicaliste », et à laquelle étaient invités tous les libertaires portugais.

zaïre

SI PEU DE CHOSE EN VÉRITÉ

— M. Jean-François Poncet, ministre français des Affaires Etrangères, s'est déclaré convaincu « qu'il ne se passait rien au Zaïre ». M. Paul Van den Boeynants, premier ministre belge chargé des Affaires courantes, prend l'air étonné qui lui sied à merveille et s'exclame : « La situation n'est pas facile mais il n'y a là rien de nouveau ; nos paras vont aller s'exercer au Zaïre plutôt qu'en Ecosse, nous n'avons rien à cacher ».

Et vraiment, si l'on en croit ces Excellences, il n'y a pas de quoi s'inquiéter... sinon ces quelques « rumeurs » égratignant le nouveau Mur, celui du silence des bonnes consciences et des sordides calculs.

— « Si les troupes marocaines partent... ce sera l'exode immédiat des Européens » déclare un de ces nouveaux colons à son retour à Bruxelles (faut-il vraiment qu'ils soient aimés ceux qui coopèrent ainsi sciemment ou non à l'exploitation néo-coloniale et au maintien d'une dictature à bout de souffle).

— L'essence vient d'être augmentée à Kinshasa... de 200% suite aux exigences du Fonds Monétaire International.

— Il existe, à part la capitale, trois zones de tension : au sud, la province du Shaba, à l'est la province du Kivu, à l'ouest le Bas-Zaïre... et le ministre des Affaires Etrangères croit savoir (notons l'euphémisme et le tact) que ces régions abritent des groupes armés.

— L'archevêque de Kinshasa, M. Mabula, est victime durant la même semaine du pillage de son domicile, du vol de sa voiture... et de ses « maigres » biens par... une vingtaine de militaires zaïrois accompagnés de 4 civils et circulant en camion (association des journaux catholiques de Belgique).

— Sur 2 000 autobus urbains, seuls une centaine circulent encore à Kinshasa. Les hôpitaux sont fermés, quelques rares infirmières s'accrochent à leurs postes mais sont démunies de médicaments, les médecins ont quitté les lieux avec le matériel. L'administration est en pleine déliquescence, la famine se généralise dans le petit peuple, des gens meurent de faim dans les rues (Association missionnaire d'Allemagne).

Mais à part ça, messieurs les ministres et madame la marquise, tout va très bien... tout va très bien.

Il n'est besoin de quelques centaines de garde-corp, de quelques milliers de garde-chiourme, les deux emplois pouvant d'ailleurs aisément se conjuguer... dans le meilleur des mondes.

TSHILELA

italie

TRIESTE — Tandis qu'à Rome les locaux de « Radio-Citta Futura » étaient encore chauds à la suite de l'incendie qui les avait détruits, plusieurs cocktails molotov lancés par des fascistes ont détruit les vitres de la librairie « Utopia » de Trieste, et ont provoqué un incendie.

La librairie, gérée par des anarchistes, est un point de référence culturelle du mouvement d'opposition à Trieste, ville où est connue, sans être dérangée, la présence fasciste. Manifestement dans le cadre d'une opération qui vise à détruire les lieux et espaces du mouvement révolutionnaire, les fascistes ont tenté d'éliminer une librairie qui gêne dans la ville bourgeoise de Trieste. Malgré les

La lutte des Indiens d'Amérique

« Notre célébration marquera la naissance du quatrième monde : l'utilisation de la technologie et la mise en valeur de la vie dans le cadre des valeurs indigènes. Il ne s'agit pas d'un moment « messianique » auquel succéderait une autre tempête furieuse, mais de la reconquête du pouvoir par des regroupements humains naturels, des communautés spontanées, des peuples qui restent en contact direct pour canaliser le flot de leur croissance... Nous n'accepterons ni l'apartheid, ni l'assimilation. La seule confédération qui ne mène pas à la domination impérialiste est l'intégration de communautés libres et la libre circulation des gens entre ces communautés... »

Manifeste des peuples indigènes

Les Indiens d'Amérique du Nord ont une autre réalité que celle des images d'Epinal véhiculées par les films et les bandes dessinées. Cette réalité sociale est celle d'un peuple colonisé, comme tant d'autres, par l'impérialisme américain : pillage des ressources naturelles se trouvant sur les réserves indiennes, utilisation d'une main-d'œuvre mal payée dans les villes (comme les noirs, les porto-ricains, les chicanos), scolarisation des enfants indiens à l'américaine niant leur propre culture... C'est aussi la réalité d'un peuple qui lutte depuis plus d'un siècle, pour sa survie, pour pouvoir vivre selon ses propres critères.



Situation sociale

La population indienne actuelle est de 1,5 million, alors qu'elle était de 10 à 25 millions lors de l'arrivée de Colomb, et

graves dommages subis, la librairie continuera...

BLOGNE — Le camarade Onofrio Francesco, photocompositeur d'Umanita Nova, qui avait été arrêté après le raid du commando « antiterroriste » du général Dalla Chiesa (voir ML du 25/1), a été relâché avec le motif suivant : « insuffisance d'indices pour association subversive et participation à bandes armées ». Un mois de prison, donc, et une poignée de main avec : « Excusez-nous, nous nous sommes trompés ! ». Voilà ce que les autorités judiciaires lui ont dit.

Par ailleurs, l'imprimerie « Falcone » qui avait été perquisitionnée puis mise sous scellés après ce même raid, a été réouverte.

réduite à 250 000 au début du XIX^e siècle à la suite du génocide par des colons blancs. Le génocide continue, de façon plus insidieuse, puisque ces trois dernières années 3 400 indiennes et indiens ont été stérilisés par le service sanitaire indien du gouvernement.

Cette population indienne vit essentiellement dans des réserves qui occupent 1% de la superficie du territoire américain, contre 15% au moment des traités. Les terres indiennes sont rognées chaque année pour la mise en place d'exploitations industrielles ou de centres touristiques. Sur chaque réserve se trouve un BIA (bureau des affaires indiennes), créé par le gouvernement pour administrer les terres indiennes et « contrôler » les indiens. Le BIA joue un véritable rôle de flic sur les réserves et c'est lui qui négocie les terres indiennes.

80% des indiens sont non salariés et restent sur les réserves ; ils perçoivent (quand ils le peuvent) une allocation fédérale dont le BIA récupère une partie. Les autres 20% sont salariés ; certains travaillent périodiquement dans les villes (ce sont surtout les jeunes), les autres travaillent sur les réserves à des emplois de type colonial (administration, commerce...).

Dans les villes, c'est l'isolement, le racisme et la difficulté à trouver un emploi. Dans les réserves c'est une situation de colonisé, parqué, contrôlé constamment par le BIA, dépossédé de son identité.

On ne peut s'étonner alors du taux de suicide particulièrement élevé chez les indiens (chez les jeunes, ce taux est 40 fois plus élevé que le taux moyen américain), de l'alcoolisme (en Colombie britannique 71% des indiens sont alcooliques contre 32% chez les blancs), et de la délinquance qui amène souvent les jeunes indiens des villes à faire de la prison (en Colombie britannique, alors que les indiens sont 2,5% de la population, 18% des prisonniers sont indiens!)

La lutte des Indiens

La lutte des indiens n'a pas cessé depuis les « guerres indiennes ». Mais jusqu'à ces dernières années, c'était davantage un mouvement de résistance dirigé contre toute tentative d'assimilation de la part du gouvernement : refus de collaborer avec le BIA, refus d'envoyer les enfants à l'école, refus de porter les armes à la seconde guerre mondiale, refus d'expropriation de leur terre, refus d'être reconnu comme citoyen américain (décret de 1924), refus du gouvernement tribal imposé par le gouvernement américain...

Depuis plusieurs années, le mouvement s'est développé et est devenu plus offensif ; la création de l'AIM (american indian movement) par des jeunes travaillant dans les villes et faisant

(suite page 8)

(suite de la page 6)

face à des réalités nouvelles, a été une étape importante.

Il y a plusieurs faits marquants ces dernières années dans les luttes indiennes :

— En 1969, des indiens occupent l'îlot d'Alcatraz dans la baie de San Francisco pour attirer l'attention sur le sort des réserves et clamer à la face du monde que la terre de cet ancien bagnon est encore meilleure que la leur. L'occupation dure 2 ans et l'AIM y participe activement. Les occupants sont expulsés par la force en juin 1971.

— En 1972, c'est la piste des traités brisés et la mise à sac du bureau des affaires indiennes à Washington, pour la reconnaissance et la mise en application des traités signés entre les indiens et les blancs.

— En 1973, des indiens de la nation Oglala occupent la ville de Wounded Knee sur la réserve de Pine Ridge (Sud Dakota) et se déclarent nation souveraine. Cette occupation a duré 71 jours sous le siège de la police (BIA et FBI) et de l'armée. La répression a été très dure après Wounded Knee, de nombreux procès ont eu lieu, des emprisonnements et des assassinats (police du BIA).

— Au printemps 1974, une cinquantaine d'indiens de la nation Mohawk occupent la baie de Ganienkey pour y vivre et éduquer leurs enfants selon leur tradition. L'occupation dure toujours.

— Le 4 juillet 1976, lors du bicentenaire de la création des Etats-Unis, la manifestation de la « coalition du 4 juillet » rassemble des milliers de personnes à Philadelphie, indiens, noirs, porto-ricains, chicanos, pour « un bicentenaire sans colonie ».

Et plus récemment ce fut la longue marche de l'été 78, longue marche de popularisation du mouvement indien.

Deux axes de lutte nous paraissent particulièrement intéressants, l'un à caractère écologique, l'autre culturel. Tout d'abord, l'on doit démythifier l'image romantique de l'indien perçu comme un « noble sauvage ». Cette image n'est pas seulement véhiculée par la presse réactionnaire, mais aussi par la presse de gauche (voire les premières pensées que l'on a dès que l'on parle des indiens). Le langage occidental pour désigner les indiens, leur culture, leur société ne fait que refléter la structure mentale des occidentaux (chef sorcier, squaw marchant à dix pas derrière l'homme, hache de guerre...). L'indien est représenté comme un objet de folklore pour amuser le blanc aliéné le dimanche. Cette image infantiliste est là pour empêcher les indiens d'apparaître en tant que force politique. En effet, ce qui est réellement dangereux, voire subversif chez les indiens, c'est leur modèle de société, leur mode de vie communautaire et égalitaire (critique du leaderisme : « nous devons diriger les leaders et non les suivre », décisions prises par consensus...), leur vision différente du travail (critique du salariat, de la spécialisation à outrance des sociétés capitalistes...). Les indiens ont un mode de vie qui les lie de façon très étroite avec la nature. Leur souci de l'environnement ne signifie cependant pas qu'ils refusent la technologie : « il n'y a pas de société sans technologie. Nous acceptons toute technologie qui contribue au bien de notre peuple, ce qui doit inclure le bien-être de la terre elle-même, et de toute forme de vie sur cette terre... La question de la technologie, c'est en réalité celle du contrôle de la technologie... Nous savons que la technologie et le progrès dépendent du système politique qui les contrôle. »

En ce qui concerne les ressources naturelles se trouvant sur les réserves, les enjeux éco-

nomiques sont importants pour les Etats-Unis. En 1970, ils importaient 12% de leurs ressources d'énergie ; les prévisions pour 1980 sont de 40%. Après les mesures prises par l'OPEP, les Etats-Unis ont mis sur pieds une politique énergétique indépendante (project independence), qui a pour effet l'appropriation des ressources naturelles indiennes, en particulier l'eau et le charbon. Les réserves indiennes sont riches en matières premières :

— 90% de l'uranium des USA
— 40% du pétrole (70% sur les terres laissées par les traités - 30% ont donc déjà été rognées par les compagnies pétrolières)
— 75% du charbon.

Une quinzaine de grandes compagnies tentent de racheter les terres indiennes afin de les exploiter. Les indiens refusent de les vendre. Cependant une loi (1938) permet aux sociétés privées de louer des droits d'exploitation des ressources naturelles en territoire indien. Les négociations ont lieu avec le BIA ; c'est alors la guerre ouverte entre les indiens et le BIA. En mars 1973, le conseil tribal a voté à l'unanimité l'annulation de tous les baux, citant 36 cas de violation par le BIA du code de réglementations fédérales. Parfois, les sociétés marchant les terres ; Consolidated Coal offre un hôpital de 50 lits contre la signature des concessions minières, les indiens refusent. Ils ne veulent pas marchander leur santé contre leur terre. De plus, l'exploitation des ressources indiennes permet aux Etats-Unis de mettre leurs ressources à l'abri et de tester un certain nombre de mode d'extraction destructifs (production d'électricité par gazéification du charbon), exploitation de type purement colonialiste. Les indiens se voient aussi détourner leurs réserves d'eau pour les centrales électriques ; le droit de pêche est supprimé ou leurs rivières sont polluées (mercure), alors qu'ils ont souvent une alimentation à base de poissons.

Les indiens luttent pour conserver leurs terres, ils réussissent même parfois à obtenir l'arrêt des travaux. S'ils défendent leurs terres, ce n'est pas pour défendre une propriété, la propriété n'existe pas chez eux (en dehors des objets personnels), mais bien parce que la terre leur permet de vivre, et qu'à plus ou moins long terme l'exploitation capitaliste destructrice les en empêchera.

Parallèlement à ce mouvement écologique, un mouvement pour la reconnaissance de leur culture se développe : « parler d'une société aliénée, c'est parler d'un peuple à qui on a dérobé sa culture pour qu'un système politique quelconque puisse l'exploiter. C'est ce qui rend la culture si importante pour se libérer ». Le spiritualisme des indiens n'est pas une religion dans le sens que l'on donne dans les sociétés occidentales ; là aussi, le langage colonisateur est intervenu. C'est une vision globale de la vie ; la connaissance est comprise par tous, sans spécialistes (« ni médecins, ni prêtres »). Le concept Terre-Mère est lié au mode de production ; cela signifie que les indiens sont des êtres humains dont la subsistance et la création viennent de la terre ; leur spiritualisme n'est pas une fuite comme les religions occidentales, mais bien une façon de s'affirmer en tant qu'humains dans un rapport écologique avec l'environnement. Ce spiritualisme fait partie intégrante de la culture indienne à travers leur histoire, leur langue, leur technologie, leur mode de vie... Une étape importante dans le

LA LUTTE DES INDIENS D'AMÉRIQUE

mouvement culturel a été la création d'« écoles de survie ». Vers 1971 des indiennes et des indiens de l'AIM posèrent la question de la riposte à trouver aux écoles du BIA, qui ne faisaient qu'enseigner la culture, l'histoire et les valeurs européennes aux jeunes enfants indiens. Pour répondre à cela, ils créèrent les « écoles de survie ». Ces écoles sont fréquentées en majorité par des enfants expulsés de leurs écoles, parce qu'ils ont été absents ou qu'ils ont les cheveux trop longs ! Elles sont gérées collectivement par les enfants et les adultes ; chaque jour une réunion des élèves prend des décisions sur les problèmes qui les touchent directement. Plusieurs écoles fonctionnent actuellement à St-Paul, à Minneapolis, Rapid City...

La culture indienne y est enseignée (histoire, langue, activités artistiques...) ainsi que les matières traditionnelles des écoles américaines. Ces écoles sont aussi un lieu d'animation pour le quartier et de formation des adultes (cours de droit, d'histoire indienne...).



C'est donc cela le nouveau mouvement indien, mais c'est aussi la reconnaissance de liens profonds entre la lutte des indiens et celle de toute minorité aux Etats-Unis et dans le monde. La manifestation de la « coalition du 4 juillet » et le manifeste des peuples indigènes en sont une preuve. Un indien nous dit : « non seulement nous sommes parqués sur nos réserves, isolés les uns des autres mais on nous dit que notre lutte n'a aucun lien avec celles des peuples noirs, mexicains ou porto-ricains et que la classe ouvrière blanche est notre ennemi. Pourtant, tout au long de ces 50 dernières années cruciales, les indiens, les noirs et les pauvres blancs ont dû se battre en Oklahoma pour de petites parcelles de terrains ou quelques emplois, alors que les compagnies pétrolières s'enrichissent... »

C'est aussi la création d'une vie communautaire dans les villes comme dans le centre d'habitation de Minneapolis (HLM), où après quelques années d'indifférence entre les gens, une vie communautaire a peu à peu pris forme à l'initiative des indiens de l'AIM, avec un centre de désintoxication pour alcooliques, un foyer d'hébergement, une équipe de sport, un groupe de femmes et la formation d'une équipe de sécurité chargée d'apporter les messages, de veiller aux vols, incendies et de surveiller les agissements de la police quand celle-ci vient dans la cité.

C'est aussi la solidarité active dans les grèves : le 2 mai 1975, une usine de porc est occupée par le peuple Lakota (sud-Dakota), alors que 6 indiens seulement y sont employés (sur 50 ouvriers).

Conclusion

Le mouvement indien suscite plusieurs réflexions. D'une part il est intéressant d'analyser les modes d'intégration par le capi-

talisme et l'Etat :

— Economique, par l'exploitation des terres et le salariat,
— Idéologique, à travers la culture (écoles...),
— Démographique, en freinant le développement par des stérilisations,
— Elimination des éléments gênants, qui luttent contre l'intégration (procès, assassinats).

En France, les minorités nationales sont déjà intégrées, même si celles-ci luttent pour retrouver une identité. Pour les indiens, cela est différent, car l'intégration n'est pas réellement faite, et c'est ce qui présente un intérêt.



Chronique du goulag ordinaire

— Le capitalisme nord-coréen a besoin d'une énorme quantité de capitaux pour poursuivre son plan d'industrialisation accélérée, aussi vient-il officiellement de décider qu'il cessera désormais « toute propagande et toute activité hostile » envers son frère sud-coréen...

— En Pologne, le déficit budgétaire continue sa course folle, après avoir contracté une dette de 15 milliards de dollars envers les banques occidentales, la clique Gierk vient de demander un prêt qui pourrait atteindre les 500 millions de dollars...

— 2 500 Sud-Vietnamiens viennent d'arriver par bateau à Hong-Kong. Ils seraient en tout plus de 13 000 réfugiés à y être arrivés depuis l'instauration du nouveau régime qui semble fort ressembler à l'ancien...

— Miguel Sales qui, en fin d'année dernière a été libéré des geôles cubaines, a vu pas mal de choses au royaume de la canne à sucre. Il y a admiré les gardiens, experts pour couper les doigts des prisonniers à la machette, tout aussi habiles pour les chatouiller à la baïonnette. Quant aux pauvres bougres qui, eux, refusent le travail forcé et le programme de « réhabilitation politique », il a pu les voir systématiquement tabassés à coups de barres de bois et de fer. Une petite parenthèse : ça fait 20 ans que Castro trône à La Havane...

— Les entreprises yougoslaves implantées au Moyen-Orient y font, ne vous inquiétez pas, d'excellentes affaires. Leurs échanges avec l'Irak ont atteint en 78 700 millions de dollars. L'Irak est le principal fournisseur du gouvernement Tito pour le pétrole, et comme les copains on les ménage, l'industrie yougoslave a décidé d'investir là-bas pour 2 milliards de dollars.

— La sécurité d'Etat d'Allemagne de l'Est a arrêté en début de semaine quatre « passeurs » ouest-allemands qui aidaient les allemands de l'est en mal de voyage à passer à l'ouest. Gageons que cette « bande des quatre » va, à son tour, faire un grand voyage...

— Les échanges commerciaux entre les capitalismes chinois et nord-américains ont triplé en 1 an. Ils sont passés de 374 millions de dollars en 77 à 1 milliard de dollars en 78. Les experts américains sont très confiants dans la masse des 800 millions de salariés à bas prix que le camarade Teng vient de leur offrir. Ils estiment pouvoir exporter pour plus de 10 milliards de dollars dans les années à venir...

— U.R.S.S. : Valeria Novodvorskaia, membre du syndicat libre, vient d'être « libérée » de l'hôpital psychiatrique où elle était internée depuis quatre mois. Moustapha Djemilev, militant des droits du peuple Tatar de Crimée (lequel peuple a été déporté sous Staline en Sibérie, sans avoir jamais eu le droit de retrouver sa terre), vient, après avoir passé 8 ans en camp de travail, de demander le droit d'émigrer.

Puisqu'il faut renforcer le capital d'Etat face à la crise mondiale du salariat, tout en restant cependant hautement compétitif, le gouvernement russe a décidé d'augmenter le prix de vente de son pétrole aux autres pays de l'est de 17,6%, ce qui le maintient toutefois à -12% des prix de l'OPEP.

— Après avoir accordé un premier prêt de 40 millions de dollars à la bourgeoisie d'Etat roumaine, la Banque Mondiale vient de lui en accorder un second, de 110 millions de dollars pour diverses constructions. En rappelant que les prêts de la B.M. ont un intérêt de 7% par an, on imagine facilement de quelle façon le prolétariat roumain va devoir trimer pour un tel remboursement.

— Dans le sud-est asiatique, le cirque continue. Au fur et à mesure que les Vietnamiens intensifient leur combat contre les îlots khmers rouges, les troupes chinoises, elles, se renforcent aux frontières nord du Vietnam, et plus les troupes chinoises se mobilisent, plus les Soviétiques envoient de navires de guerre dans le golfe du Tonkin. Ah ! l'impérialisme quand tu nous tiens!

— Il y a environ un mois que la Charte 77 a demandé à la CGT d'intervenir auprès des syndicats tchécoslovaques pour défendre le droit « à la grève, au boycottage, à l'occupation d'usines et à toutes autres formes de lutte ». Aux dernières nouvelles la CGT a répondu qu'elle avait contacté les syndicats officiels et qu'ils lui avaient affirmé qu'ils allaient « étudier les faits ». Depuis... rien, pas de nouvelles... et comme à la CGT, en plus d'être contre-révolutionnaire et sectaire, on est très, très timide, on préfère laisser faire!

Gi. Commune de Kronstadt